



CHAPITRE 96

CHAPTER 96

Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville de Gagnon, La commission des écoles catholiques de la ville de Gagnon et La commission protestante des syndicats d'écoles de la ville de Gagnon

An Act to amend the Act to incorporate the town of Gagnon, The Catholic school commission of the town of Gagnon and the Protestant board of school trustees of the town of Gagnon

[Sanctionnée le 19 mars 1964]

[Assented to 19th March 1964]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Gagnon a, par sa pétition, représenté:

Que La commission des écoles catholiques de la ville de Gagnon, La commission protestante des syndicats d'écoles de la ville de Gagnon, et la ville de Gagnon elle-même, ont été constituées en corporation par la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 161;

Qu'il a été à propos d'insérer dans la dite loi certaines dispositions particulières dérogeant à la Loi des cités et villes et à la Loi de l'instruction publique, vu les conditions dans lesquelles ces corporations ont été constituées, et que ces conditions continuent d'exister;

Qu'il y a lieu de prolonger le régime d'exception concernant les conditions d'éligibilité du maire, des échevins et des commissaires d'écoles et le droit de vote des électeurs, vu le très petit nombre de propriétaires fonciers sur le territoire de ces corporations;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder aux demandes contenues dans la pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 11 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 161, est remplacé par le suivant:

WHEREAS the town of Gagnon has, *Preamble.* by its petition, represented:

That The Catholic school commission of the town of Gagnon, The Protestant board of school trustees of the town of Gagnon, and the town of Gagnon itself, were incorporated by the act 8-9 Elizabeth II, chapter 161;

That owing to the conditions under which such corporations were constituted, which still exist, it has become expedient to insert in the said act certain special provisions derogating from the Cities and Towns Act and the Education Act;

That in view of the very small number of landowners within the territory of such corporations, it is advisable to continue the special regime respecting the qualifications of the mayor, aldermen and school commissioners and the voting rights of the electors;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 11 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 161, is replaced by the following:

1959-60, c. 161, a. 11, remp.

1959-60, c. 161, s. 11, replaced.

S.R., c. 233, a. 49, remp. pour ville. **"11.** A compter de la date des élections générales devant avoir lieu le premier lundi juridique de février 1965, l'article 49 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Gagnon, par le suivant:

R.S., c. 233, s. 49, replaced for town. **"11.** From the date of the general elections to be held on the first juridical Monday of February 1965, section 49 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Gagnon, by the following:

Échevins. **"49.** Les échevins sont élus pour une période de trois ans, sous réserve des dispositions des paragraphes *e* et *f* de l'article 9 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 161."

Aldermen. **"49.** The aldermen shall be elected for a period of three years, subject to the provisions of paragraphs *e* and *f* of section 9 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 161."

1959-60, c. 161, aa. 18a et 18b, aj. **2.** La loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 161, est modifiée en ajoutant, après l'article 18, les suivants:

1959-60, c. 161, ss. 18a, 18b, ad. **2.** The act 8-9 Elizabeth II, chapter 161, is amended by adding, after section 18, the following:

S.R., c. 233, a. 124, remp. pour ville. **"18a.** A compter du premier lundi juridique de février 1965, l'article 124 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Gagnon, par le suivant:

R.S., c. 233, s. 124, replaced for town. **"18a.** From the first juridical Monday of February 1965, section 124 of the Cities and Towns Act is replaced for the town of Gagnon by the following:

Cens d'éligibilité. **"124.** Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou d'échevin à moins qu'il n'ait résidé ou n'ait eu sa principale place d'affaires, sans interruption, dans la municipalité, comme locataire ou propriétaire durant les douze mois précédant l'élection ou la nomination et qu'il ait été porté au rôle d'évaluation ou de perception des taxes en vigueur et qu'il ait acquitté les dites taxes avant la mise en nomination.

Qualification of residence, etc. **"124.** No one may be nominated for the office of mayor or alderman unless he has resided or had his principal place of business uninterruptedly, in the municipality, during the twelve months preceding the election or nomination, as owner or tenant and has been entered on the valuation roll or collection roll in force and has paid the said taxes before the nomination.

Idem. En outre, nul ne peut être élu à la charge de maire ou d'échevin à moins qu'il ne continue de posséder jusqu'à la date de l'élection inclusivement le cens d'éligibilité prescrit par l'alinéa précédent.

Idem. Furthermore, no one may be elected to the office of mayor or alderman unless he continues to possess, until and including election day, the qualifications prescribed by the preceding paragraph.

Idem. Nul ne peut occuper ou continuer d'occuper la charge de maire ou d'échevin, s'il ne possède ou s'il cesse de posséder le cens d'éligibilité prescrit par le présent article."

Idem. No one may hold or continue to hold the office of mayor or of alderman if he does not possess or if he ceases to possess the qualifications set forth in this section."

S.R., c. 233, a. 128, remp. pour ville. **"18b.** L'article 128 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Gagnon, par le suivant:

R.S., c. 233, s. 128, replaced for town. **"18b.** Section 128 of the Cities and Towns Act is replaced for the town of Gagnon by the following:

Électeurs. **"128. 1.** Les personnes suivantes, âgées de vingt et un ans révolus, sujets canadiens et qui ne sont frappées d'aucune incapacité légale, ni autrement privées de leur droit de vote en vertu de la charte, sont électeurs et sont inscrites sur les listes des électeurs, savoir: toutes per-

Electors. **"128. 1.** The following persons, if of the full age of twenty-one years, Canadian citizens and not legally disqualified nor otherwise deprived of the right to vote in virtue of the charter, shall be electors and shall be entered on the electoral lists, to wit: all persons whose names are enter-

sonnes inscrites sur le rôle d'évaluation ou de perception en vigueur, comme locataires ou propriétaires de biens-fonds, maison d'habitation ou partie de maison d'habitation, magasin, comptoir, boutique, bureau ou place d'affaires dans la municipalité.

Co-pro-
priétaires,
etc.

2. Quand deux ou plusieurs personnes sont co-propriétaires ou co-locataires de terrains ou de bâtiments, portés au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes en vigueur, chacune de ces personnes est électeur et doit être inscrite comme tel, sur la liste.

Compagnies à
fonds
social.

3. Les compagnies à fonds social sont aussi électeurs et inscrites sur les listes des électeurs subordonnées aux prescriptions de l'article 129."

S.R.,
c. 233, a.
439a,
mod. pour
ville.

3. L'article 439a de la Loi des cités et villes, édicté pour la ville de Gagnon par l'article 23 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 161, est modifié en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Acquisi-
tions au-
torisées.

"439a. 1. Nonobstant toute disposition de la présente loi, le conseil peut, de temps en temps, avec l'approbation du ministre des affaires municipales, acheter, accepter en donation ou autrement acquérir aux termes et conditions qu'il trouve opportuns toute partie ou l'ensemble des installations municipales érigées et fournies par Quebec Cartier Mining Company dans le territoire de la ville, y compris toute telle installation municipale érigée après la date de l'adoption de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 161."

1959-60,
c. 161, a.
34, remp.

4. L'article 34 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 161, est remplacé par les suivants:

Cens élec-
toral des
commis-
saires
d'écoles.

"34. Toutes personnes appelées à remplacer les commissaires ou syndics d'écoles en fonction à compter du premier lundi juridique de juin 1964 devront, pour être éligibles à la charge de commissaire ou de syndic d'écoles, avoir été domiciliées dans la municipalité depuis au moins douze mois, soit à titre de locataires ou de propriétaires, savoir lire et écrire, et être habiles à voter en vertu des para-

ed on the valuation roll or the collection roll in force as lessees or owners of immoveable property, dwelling houses or parts of dwelling houses, stores, counting-houses, shops, offices or places of business in the municipality.

2. When two or more persons are joint owners or joint tenants of land or buildings entered on the valuation or collection roll in force, each of such persons shall be qualified as an elector, and shall be entered on the electoral list.

Joint
owners,
etc.

3. Joint stock companies shall also be electors and shall be entered on the voters' lists, subject to the provisions of section 129."

Joint
stock
com-
panies.

3. Section 439a of the Cities and Towns Act, enacted for the town of Gagnon by section 23 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 161, is amended by replacing subsection 1 by the following:

S.R.,
c. 233, s.
439a, am.
for town.

"439a. 1. Notwithstanding any provision in this act, the council may from time to time, subject to the approval of the Minister of Municipal Affairs, purchase, accept by way of gift or otherwise acquire on such terms and conditions as it may deem appropriate any part or all of the municipal facilities constructed and provided by the Quebec Cartier Mining Company within the territory of the town, including any such municipal facilities constructed subsequently to the date of passage of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 161."

Certain
acquisitions
authorized.

4. Section 34 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 161 is replaced by the following:

1959-60,
c. 161, s.
34, re-
placed.

"34. All persons called to replace the school commissioners or school trustees in office from the first juridical Monday of June 1964, in order to be eligible as school commissioners or trustees, must have been domiciled in the municipality for at least twelve months, as tenants or owners, be able to read and write and be qualified to vote under paragraphs 1, 2 and 3 of section 125 of the Education

Eligibility
as school
commis-
sioners.

graphes 1°, 2° et 3° de l'article 125 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59).

Conjoint. Nul ne peut occuper une charge dans une commission scolaire où son conjoint en occupe une.

Durée. Ces qualités sont requises pour l'éligibilité jusqu'au premier lundi juridique de juin 1972 exclusivement.

S.R., c. 59, a. 125, ab. temporairement pour certaines commissions. **"34a.** Du premier lundi juridique de juin 1964 au premier lundi juridique de juin 1972, exclusivement, l'article 125 de la Loi de l'instruction publique est remplacé, pour La commission des écoles catholiques de la ville de Gagnon et La commission protestante des syndicats d'écoles de la ville de Gagnon, par le suivant:

Cens électoral. **"125.** Pour avoir droit de voter aux élections des commissaires ou des syndicats d'écoles, il faut:

1° être majeur et citoyen canadien;

2° être inscrit sur la liste des électeurs; et

3° être propriétaire ou locataire d'un bien-fonds ou d'un bâtiment, être inscrit comme tel au rôle d'évaluation ou au cahier de recensement ou, au besoin, au recensement pour fins municipales, ou être le conjoint de tel propriétaire et domicilié dans la municipalité depuis six mois; ou

4° être le père, la mère ou le tuteur d'un enfant âgé de moins de dix-huit ans le trente juin précédent et être domicilié dans la municipalité depuis six mois."

Entrée en vigueur. **5.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59).

No person may hold office on a school board on which his consort holds office. Husband and wife.

Such qualifications shall be conditions of eligibility until the first juridical Monday of June 1972, exclusive. Limitation.

"34a. From the first juridical Monday of June 1964 to the first juridical Monday of June 1972, exclusive, section 125 of the Education Act is replaced, for The Catholic school commission of the town of Gagnon and The protestant board of school trustees of the town of Gagnon, by the following: R.S., c. 59, s. 125, temporarily replaced for school boards.

"125. To have a right to vote at any election of school commissioners or trustees, it shall be necessary: Right to vote.

1. to be of the age of majority and a Canadian citizen;

2. to be entered on the electoral list; and

3. to be the owner or lessee of real estate or of a building, be entered as such on the valuation roll or in the census book or, when required, in the census for municipal purposes, or be the spouse of such owner and have been domiciled in the municipality for the last six months; or

4. to be the father, mother or tutor of a child who was less than eighteen years old on the preceding thirtieth of June and to have been domiciled in the municipality for the last six months."

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.